

Avenant n° 108 du 9/03/2026
relatif aux salaires minima des employés, des agents de
maîtrise et des cadres
Convention Collective Nationale des détaillants en chaussure
(IDCC 733)

Entre :

- La Fédération Nationale des Détaillants en Chaussures de France (FDCF)

D'une part, et

- La Fédération des services CFDT
- La Fédération Nationale de l'Encadrement, du Commerce et des Services CFE-CGC
- La Fédération UNSA Commerce et services
- La Fédération des syndicats CFTC CSFV

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 – Revalorisation du barème des salaires minima des employés, des agents de maîtrise et des cadres

Le barème des salaires minima garantis des employés, des agents de maîtrise et des cadres, objet de l'avenant n° 105 du 16 décembre 2024, est revalorisé. Il se trouve modifié de la façon suivante et sera applicable à compter du 1er jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté d'extension au Journal Officiel de la République Française.

Barème des salaires minima des employés (Pour 151,67 heures mensuelles)	
Catégorie 1	1828
Catégorie 2	1838
Catégorie 3	1869
Catégorie 4	1935

Barème des salaires minima des agents de maîtrise (Pour 151,67 heures mensuelles)	
Catégorie 5	2033
Catégorie 6	2407

Barème des salaires minima des cadres (Pour 151,67 heures mensuelles)	
--	--

Catégorie 7	2710
Catégorie 8	3732
Catégorie 9	4302

Article 2 – Stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de cinquante salariés

Compte tenu des spécificités de la branche composée majoritairement de TPE, il n'y a pas lieu de prévoir de dispositions spécifiques pour ces entreprises.

Article 3 – Egalité

L'application de cet avenant relatif aux salaires minima doit, dans une même entreprise, donner lieu au respect du principe « à travail égal, salaire égal ».

Conformément à ce principe et aux dispositions du code du travail et de la convention collective, les entreprises veilleront au respect de :

- L'égalité de rémunération entre hommes et femmes. Les femmes, sans que les absences pour maternité y fassent obstacle, se voient attribuer, dans les mêmes conditions que les hommes, le niveau de classification et le salaire prévus par la présente convention collective et bénéficient des mêmes conditions de promotion et/ou d'évolution, notamment salariale ;
- L'égalité de traitement entre les salariés quels que soient notamment leurs origine, âge, apparence physique, patronyme, situation de famille, activités syndicales ou convictions religieuse

Article 4 – Formalités de dépôt et de procédure

Le présent avenant sera, conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du Code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives à l'expiration de la période de signature et déposé auprès des services du Ministre chargé du travail, dans les conditions prévues par le Code du travail.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant au Ministre chargé du travail en application des articles L. 2261-15 et L. 2261-24 du Code du travail.

La Fédération des Détaillants en Chaussure de France (FDCF) prendra en charge les formalités nécessaires.

Fait à Paris, le 9/03/2026

(Suivent les signatures)

**Pour la Fédération des Détaillants en
Chaussure de France (FDCF)**

Pour la Fédération des Services CFDT

Pour la FNECS CFE-CGC

**Pour la Fédération UNSA commerce et
services**

Pour la Fédération CFTC CSFV